



**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 - 2184 du 4 novembre 2025
encadrant l'exploitation d'une installation de stockage et de broyage de souches d'arbres, ainsi que les
apports de matériaux inertes extérieurs, sur la carrière à ciel ouvert exploitée par la société Paul CALIN
sur le territoire de la commune de Gondrecourt-le-Château (55130)**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 « broyage,... des substances végétales... » ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-1355 du 14 juin 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-1315 du 29 juin 2015 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-2058 du 28 septembre 2017, autorisant la société Paul CALIN à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Gondrecourt-le-Château ;

Vu le dossier de modification des conditions d'exploitation présenté par la société Paul CALIN, reçu complet le 2 juillet 2025, relatif à l'apport de matériaux inertes extérieurs sur le site de la carrière et à la mise en place de deux nouvelles rubriques ICPE sous le régime de la déclaration ;

Vu le rapport de la DREAL Grand Est n°CL/480-2025 du 27 août 2025 et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui y est joint ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 4 septembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral, reçues le 9 septembre 2025 ;

Vu l'analyse de ces observations, effectuées par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 29 octobre 2025 ;

Vu le second projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 30 octobre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce second projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet de modification prévoit la création de deux rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de la déclaration ;

Considérant que le tableau des rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière doit être mis à jour en conséquence ;

Considérant que l'augmentation des apports de déchets inertes extérieurs sur le site est encadrée par l'exploitant conformément à la réglementation en vigueur ;

Considérant que les caractéristiques du projet de modification et les mesures de réduction de ces impacts précisées dans le présent arrêté préfectoral complémentaire permettent de garantir l'absence d'impacts significatifs ;

Considérant le caractère notable de cette modification, il y a lieu d'acter cette dernière par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2005-1355 du 14 juin 2005 modifié, autorisant la société Paul CALIN, n°SIRET 826 050 296 00142, dont le siège social est situé 3 rue de la scierie à BARVILLE (88300), à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Gondrecourt-le-Château, sont complétées et modifiées par le présent arrêté.

Article 2 : Activités exercées sur le site

Le tableau des activités présenté à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2005-1355 du 14 juin 2005 précité, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-1315 du 29 juin 2015, est remplacé par le tableau suivant :

N° de rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières	Exploitation de carrière Production moyenne : 290 000 t/an Production maximale : 400 000 t/an	A
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique n°2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 200 kW	Puissance maximale installée : 500 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques 2 – Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Superficie maximale de l'aire de transit : 9 500 m ²	D

1532-2-b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume maximum présent sur site : ≤ 5 400 m ³	D
2260-1-b	Broyage, concassage, criblage... des substances végétales et tous produits organiques naturels La puissance de la machine étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance installée : ≤ 500 kW	D

Article 3 : Dispositions particulières

Les activités visées par les rubriques n°1532 et n°2260 de la nomenclature sont exercées en respectant les dispositions fixées par les arrêtés ministériels suivants :

- 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration,
- 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 « broyage,... des substances végétales... ».

Article 4 : Déchets inertes extérieurs

L'exploitant est autorisé à recevoir un total de 566 500 m³ de déchets inertes extérieurs destinés au réaménagement du site, comme prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-1355 du 14 juin 2005 modifié.

Ce volume est pris en compte à partir de la signature du présent arrêté jusqu'à l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

Ces déchets inertes extérieurs, qui sont gérés conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et aux plans de stockage définis dans le dossier de modification des conditions d'exploitation du 2 juillet 2025, répondent aux caractéristiques suivantes :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition (*) ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition (*) ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition (*) ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

La zone géographique de provenance des déchets inertes est limitée à la région Grand Est.

Article 5 : Publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de Gondrecourt-le-Château pendant une durée minimale d'un mois. Une copie de cette décision pourra y être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins du Maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

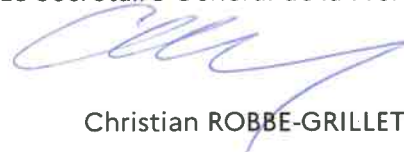
Article 7 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, d'aménagement et du logement Grand Est et le Maire de Gondrecourt-le-Château sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société Paul CALIN et adressée, pour information, au Directeur départemental des territoires de la Meuse, à la Déléguée territoriale Meuse de l'agence régionale de santé Grand Est et au Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET